

L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉTAILLEURS DE CHAUSSURES

Cette association est de formation toute récente et compte, malgré sa jeunesse, plus de deux cents membres.

Ses assemblées sont suivies, très bien conduites et on sent dans ces réunions que ses membres sont des hommes d'affaires dans toute l'acceptation du mot.

L'Association des Marchands Détailliers de Chaussures peut être citée comme exemple à des organisations plus anciennes. Ses membres se recrutent indistinctement dans l'élément français et dans l'élément anglais et les discussions se font dans les deux langues.

Les intérêts des commerçants dans une même ligne d'affaires sont les mêmes pour tous, quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent.

Il régit à l'Association des Marchands-Détailliers de Chaussures un accord parfait entre ses membres et ceux-ci viennent d'en donner une preuve évidente en votant à l'unanimité le projet de Fédération des Commerçants Détailliers de Montréal.

Pour terminer, disons que les personnalités les plus marquantes du commerce de chaussures en détail font toutes partie de l'Association et qu'elles se font un devoir d'assister aux assemblées.

C'est un exemple qui devrait être suivi dans toutes les Associations de marchands. Ceux qui font leur marque dans les affaires doivent leur succès à des qualités particulières, à leur talent, à leurs aptitudes et personne n'est mieux en mesure de discuter les intérêts du commerce auquel il se livre, que celui qui a réussi à force d'étudier et de pratiquer ce même commerce.

L'INDUSTRIE NE VIT PAS DE POLITIQUE

MA Canada Woollen Mills Co. a annoncé, il y a quelque temps, qu'elle était dans l'obligation de fermer ses portes, le tarif préférentiel en faveur de l'Angleterre ne lui permettant pas de travailler avec profit.

C'est un BLUFF se sont écriés en cœur les partisans du tarif de 1897, une tactique des manufacturiers dans le but de créer des embarras au gouvernement libéral et de lui forcer la main pour obtenir une plus grande somme de protection!

C'est à peu près la même antienne que chantent les journaux partisans chaque fois qu'une industrie quelconque se plaint des méfaits du tarif préférentiel.

N'a-t-on pas vu même, il y a quelques mois, alors qu'on comptait sur des élections générales, dénoncer l'Association des Manufacturiers Canadiens comme une organisation qui tendrait plutôt à un but politique qu'à des fins industrielles pratiques.

L'Association, est-il besoin de le dire, ne demande pas à ses membres quelles sont vos opinions en politique, elle compte parmi eux des conservateurs et des libéraux et c'est une absurdité de prétendre qu'elle se laisse guider par l'esprit de parti.

Un industriel, quel qu'il soit, veut avant toute chose, en tant qu'industriel, faire honneur à ses affaires. Que ses opinions personnelles en politique le rangent sous la bannière du chef libéral ou du chef conservateur, il demandera à ce chef de faire que le tarif ne soit pas une cause de ruine pour sa propre industrie. Libéraux et conservateurs sont, sous ce rapport, logés à la même enseigne. C'est pourquoi on a dit avec raison que la question de tarif ne devrait pas être une question de parti, mais une question d'affaires.

Le malheur est qu'il n'en est pas ainsi et nous en avons eu la preuve ces jours-ci encore, à propos de la Canada Woollen Mills Co., qui vient de se mettre en liquidation.

Elle avait d'abord annoncé la fermeture de ses manufactures et les journaux de parti ne prenant pas la nouvelle au sérieux, accusait la Compagnie de tromper le public. Ce fut bien pis quand ils apprirent que la même compagnie avait envoyé une circulaire à ses clients leur annonçant qu'elle continuerait à accepter leurs ordres. C'était bien un BLUFF que cette prétendue fermeture, puisque la Compagnie s'engageait encore à livrer des marchandises. Il n'est pas venu à l'idée des critiques politiques qu'elle pouvait avoir des marchandises en stock à écouler. Par malheur, la compagnie annonce la vente de ses manufactures et les Tribunaux l'autorisent à se mettre en liquidation. C'est donc sérieux! Mais alors le tarif sur les lainages n'est donc pas ce qu'il devrait être pour permettre à cette industrie de prospérer au Canada? Ce n'est pas ça, va vous répondre un organe de parti, la Canada Woollen Mills Co. devait avoir de l'eau dans son capital.

Aux yeux de ces organes de parti, le gouvernement est infaillible, le tarif qu'il a établi repose sur des principes intangibles et les industries qui succombent ou ne battent que d'une aile n'ont qu'à s'en prendre à elle-mêmes, à leur mauvaise organisation, à une administration peu progressive, à un outillage démodé ou à tout autre motif indépendant de la question de tarif.

Au point de vue de parti, de tels raisonnements peuvent avoir quelque effet sur les masses qui n'ont pas d'après leur organe; mais ils sont nuisibles à la prospérité du pays.

L'industrie ne vit pas de politique mais d'affaires.

LA QUESTION DE RECIPROCITE AVEC LES ETATS-UNIS

LE "Dry Goods Economist" de New-York a l'article suivant dans son numéro du 23 avril:

"Les efforts faits dans le Massachusetts au profit de la réciprocité avec le Canada l'ont été, temporairement au moins, en pure perte. La résolution de réciprocité présentée à la Convention Républicaine de l'Etat a été rejetée, grâce surtout à l'éloquence du sénateur Lodge, et la plateforme de la Convention déclare maintenant que la réciprocité avec le Canada est une simple phrase jusqu'à ce que les concessions offertes d'un côté et demandées de l'autre soient établies en détail."

"La signification exacte de cette déclaration n'est pas apparente; mais il semblerait que ceux qui l'ont rédigée et ont assuré son adoption, sont d'opinion que le Canada désire un traité de réciprocités avec les Etats-Unis. Si tel est le cas, la majorité de ceux qui ont pris part à la convention font preuve d'une lamentable ignorance des circonstances. Le Canada est loin de rechercher la réciprocité avec les Etats-Unis. Au contraire, le sentiment prépondérant dans le Dominion est que la demande d'un tel traité doit provenir non pas d'Ottawa, mais de Washington.

"L'idée de protection est plus forte au Canada qu'elle ne l'a jamais été et il est probable même que le tarif préférentiel accordé à la Mère-Patrie sera abrogé à une date peu éloignée. Le Canada tourne son attention chaque jour davantage vers l'industrie. Au point de vue industriel, il occupe une position beaucoup plus élevée qu'il ne le faisait il y a quelques années, et tout indique que dans quelques années encore, ses facilités au point de vue manufacturier seront encore plus étendues. En outre, le Canada augmente rapidement sa population par l'émigration. Ces immigrants ne sont pas les plus bas produits du despotisme européen, tels que ceux qui arrivent maintenant sur nos propres côtes, mais des citoyens américains de la classe agricole. Ces hommes disposent de leur ferme à des prix comparativement élevés et émigrent de l'autre côté de la frontière—au taux de 3000 par jour, affirme-t-on,—pour s'éta-